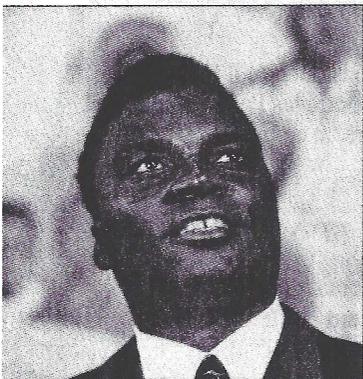


L'ÉVÉNEMENT

JEUNE AFRIQUE



ABBAS/GAMMA

Rwanda. *Qui a tué Juvénal Habyarimana ? Des proches du régime hostiles à l'ouverture ? Des réfugiés tutsis du FPR ? Une seule chose est sûre, ce sont les civils, comme d'habitude, qui ont été massacrés.*

Enquête sur la mort

FRANCOIS SOUDAN

Qui, le mercredi 6 avril vers vingt heures trente, a abattu au-dessus de l'aéroport de Kigali le triréacteur présidentiel où avaient pris place Juvénal Habyarimana et Cyprien Ntaryamina ? Qui est l'auteur de cette sanglante « première » dans l'histoire du terrorisme anti-aérien : deux chefs d'États éliminés ensemble dans la même explosion ? Sans doute ne le saura-t-on jamais avec une absolue certitude, tout comme on ignore aujourd'hui encore si l'avion du président mozambicain Samora Machel a été, le 19 octobre 1986, victime d'un accident ou d'un missile. Les hypothèses, en l'espèce, sont pourtant restreintes. Il est tout d'abord évident que la personnalité visée était Habyarimana, au premier chef. Certes, la participation du président burundais Ntaryamina (qui ne sera resté que deux mois au pouvoir, soit deux de moins que son prédécesseur Melchior Ndadaye) au sommet de crise de Dar Essalam n'avait pas que des partisans à Bujumbura. L'opposi-

tion et certains membres modérés du parti FRODEBU au pouvoir voyaient d'un mauvais œil que l'on assimile ainsi la situation du Burundi avec celle du Rwanda, permettant du même coup au président Juvénal Habyarimana d'internationaliser ses problèmes internes. Mais de là à fomenter un attentat, de plus dans une capitale étrangère... D'ailleurs, si le chaos a régné à Kigali, le calme a prévalu à Bujumbura après le double meurtre. Déjà, on dit à Paris et à Washington le plus grand bien du président de l'Assemblée nationale Sylvestre Ntibantunganya, qui devrait succéder à Ntaryamina. Une personnalité que l'ancien ministre français Claude Cheysson qualifiait récemment, après l'avoir rencontrée, de « remarquable ».

Habyarimana, donc... Mais qui, au Rwanda, avait intérêt à le faire disparaître maintenant ? Venue de Bruxelles et relayée par nombre d'observateurs, une première rumeur a accusé la garde présidentielle du même Habyarimana. Composée à cent pour cent de Hutus, appuyée sur les « durs » du régime, elle redoutait, dit-on, la perspective de voir le président appliquer bon gré mal gré les accords

d'Arusha d'août 1993 sur le partage du pouvoir avec la minorité tutsie. Elle aurait donc voulu décapiter l'État et « nettoyer » tous les partisans d'un compromis, y compris au sein de sa propre communauté. Si l'on ajoute à cela les rivalités factionnelles entre Hutus et le comportement curieux de cette même garde, qui a empêché les forces des Nations unies de se rendre pour enquêter sur les lieux de l'attentat, la cause est presque entendue. D'autant que l'opposition armée tutsie du Front patriotique rwandais (FPR) a immédiatement démenti toute implication. Reste que cette argumentation est parfaitement réversible. Une seconde hypothèse, largement partagée à Paris, veut en effet que ce soit le FPR qui ait « monté » l'attentat. Cette force de vingt mille hommes, bien armée et organisée, financée par la communauté tutsie en exil (notamment en Ouganda) a une réputation de radicalisme bien établie. Le fait que les chefs du Front aient déclenché leur offensive sur Kigali, suivant trois axes manifestement préétablis, dès l'annonce de l'explosion ; le fait aussi que leurs principaux cadres avaient, dit-on,



Rebelles du FPR, le 9 avril à Mukaranye, à 80 km au nord de Kigali.

SAYND AZIM SLUGIAP

ort d'un président.

quitté la capitale quelques jours auparavant militeraient pour une programmation du coup par le FPR. Ceux qui soutiennent cette hypothèse ajoutent que la garde présidentielle était entièrement dévouée à Habyarimana et que ce dernier n'avait aucunement l'intention de composer avec ses opposants tutsis. C'est d'ailleurs cette impression d'intransigeance que le « Monsieur Afrique » du Département d'État, George Moose, avait retiré de son long entretien avec Juvénal Habyarimana, une semaine avant le drame, à Kampala. Pour la communauté hutue, majoritaire au Rwanda comme au Bu-

rundi, cette seconde hypothèse est une certitude. À Kigali, comme l'écrit ici notre correspondante Sperancie Karwera, on y voit même en filigrane la longue main de l'ex-colonisateur belge soupçonné de « philotutsisme » depuis l'époque coloniale, et accusé de penchants pro-FPR. Certes, rien ne démontre que des militaires belges — *a fortiori*, membres de la MINUAR — aient de quelque manière que ce soit fomenté, voire encouragé l'attentat. Mais on voit bien, à travers le récit de ces deux pistes, qu'ici comme au Zaïre les divergences franco-belges sont réelles. Alors qu'à Paris on ciblait offi-

cieusement « les khmers rouges du FPR », Bruxelles suggérait à qui voulait l'entendre que les auteurs de l'attentat étaient à rechercher du côté de la garde présidentielle.

Les civils, éternelles victimes, jonchent les rues de Kigali pendant que les médias ressassent les images de chaos sanglant sur fond de rapatriement des familles expatriées. Les Noirs crèvent, les Blancs se sauvent et l'ingérence humanitaire est morte en Somalie. Massacres, misère, dévaluation, indifférence du monde riche : images de l'Afrique des années quatre-vingt-dix. ● Avec Hamza Kaidi

Ivres de vengeance.

Dès la nouvelle de la mort d'Habyarimana connue, militaires hutus et rebelles tutsis ont sorti les armes. Récit de notre correspondante particulière.

SPERANCIE KARWERA

Le 6 avril 1994, sitôt connue la nouvelle selon laquelle le Mystère 50 dans lequel le président rwandais, le général Juvénal Habyarimana, s'appretait à atterrir en compagnie du chef de l'État burundais,

avait été abattu par trois missiles, la plus grande confusion s'est installée à Kigali, la capitale.

À l'annonce de l'attentat qui avait coûté la vie aux deux présidents ainsi qu'à leur proches collaborateurs, une totale consternation s'est répandue sur la ville, bientôt suivie par les premiers coups de feu. Il semblerait que ce soient